

M. DUGALD STEWART: Leeds et Brockville combinent deux circonscriptions. Ce sera comme un fusil à deux coups.

M. McKENZIE: Ces trois crédits sont demandés dans un seul et même intérêt. Celui qui doit se présenter comme candidat aux prochaines élections pour Cap-Breton-Sud et pour Richmond insiste auprès du département pour le vote de ces fonds destinés à des travaux neufs dans ces comtés. Cela n'est guère juste pour nous et il doit y avoir dans les divisions dont nous sommes les représentants quelque endroit où le ministère trouverait l'occasion de se conduire un peu plus convenablement à notre égard.

Les anciens députés, l'honorable député de Guysborough (M. Sinclair), moi-même et d'autres, avons fait inscrire des crédits dans le budget de 1912, et ils ont été votés, tandis que ce Gouvernement était au pouvoir, et lorsqu'il les retrancha, il nous expliqua que le revenu avait fléchi, et plus tard que la guerre existait, et que nous devions laisser ces choses en suspens. Or, un nouveau candidat se présente, et il obtient au moins trois crédits pour de nouveaux travaux dans son comté, tandis que d'anciens ouvrages dans nos comtés sont délaissés. C'est absolument injuste, et ce n'est pas ainsi qu'on doit traiter des hommes qui sont prêts à accepter la parole du ministre. J'ai écrit à mes électeurs que, par suite de la diminution des revenus et des fortes dépenses à exécuter, il était impossible de continuer ces ouvrages. Or, voici une situation entièrement différente. Le ministre n'a pas reçu de rapport de ses ingénieurs sur cette affaire et c'est une autre raison pour laisser les choses en suspens. Lorsque j'avais à m'occuper d'ouvrages de cette sorte, et qu'on m'adressait des pétitions et des lettres, j'avais l'habitude d'envoyer ces pétitions et ces lettres à l'ingénieur, qui faisait un rapport, et la décision dépendait de son rapport. Pourquoi cette affaire n'a-t-elle pas été soumise à monsieur Bernasconi, afin qu'il fit son rapport? Tout ce que nous avons, c'est cette pétition qui est des plus absurdes. Elle dit que les habitants de Grand-River doivent venir de trente milles à cet endroit pour avoir un quai convenable. Il en est de même de Loch-Lomond et autres endroits. Il dessert quelques personnes à l'anse du soldat, mais personne autre. J'aimerais que le ministre envoyât cette pétition à son ingénieur à Sydney-Nord, pour avoir son rapport et si ce dernier est favorable, je ne dirai pas un mot; mais

[M. Graham.]

tant que le ministre n'aura pas quelque chose de tangible à nous soumettre, je m'y opposerai à ce crédit.

M. SINCLAIR: Que répond le ministre à cette proposition?

L'hon. M. REID: Je ferai envoyer la pétition à l'ingénieur. J'obtiendrai son rapport sur la nécessité de ce quai, avant de commencer les travaux. Je ferai examiner ces trois articles du budget par le sous-ministre, et si, après examen, nous constatons qu'il n'y a pas d'urgence, nous ne ferons pas de travaux. Personne ne tient à faire de dépenses inutiles. Mais l'ancien ministre des Travaux publics avait reçu une très forte pétition demandant ce quai, et je ne me croirais pas autorisé à retrancher ce crédit à cette dernière étape de la session, lorsque je n'aurais plus la chance de le faire rétablir.

Je demanderai donc au comité de laisser ce crédit dans le budget, avec l'entente que nous ferons un examen approfondi avant de pousser ces travaux.

L'hon. M. GRAHAM: Le ministre des Finances conseille au public de fortune ordinaire d'acheter des certificats de guerre. Disons qu'il publie une annonce dans un journal de Sydney pour demander à un certain nombre de personnes d'acheter des certificats de \$100, afin de consacrer cet argent à ces trois nouveaux ouvrages; pensez-vous qu'il recevrait quatre-vingts demandes? Il faudra quatre-vingts de ces certificats pour construire ces trois ouvrages; que des hommes habitant dans le voisinage déclarent ne pas être nécessaires. Le ministre des Finances nous demande de faire tous nos efforts pour lui fournir de l'argent en achetant des obligations de mille dollars, de cent dollars, ou des certificats de dix et même cinq dollars. Dans un temps comme celui-ci, le ministre qui fait fonction de ministre des Travaux publics, pense-t-il qu'il est juste que le Gouvernement prenne quatre-vingts de ces certificats de \$100 pour entreprendre ces nouveaux ouvrages?

L'hon. M. REID: Le ministre des Finances, le ministre de l'Agriculture et d'autres députés demandent avec instance au public de produire davantage.

L'hon. M. GRAHAM: Et d'économiser.

L'hon. M. REID: Et d'économiser. Nous avons demandé avec instance au peuple d'augmenter sa production agricole. Il nous répond: nous produisons davantage, mais nous avons besoin de meilleurs moyens de